

Prise de parole du 14 juillet
Intersyndicale interprofessionnelle CGT, FO, FSU, SOLIDAIRE, CFE-CGC, CFDT

On leur avait prédit la guerre et ils n'étaient qu'une armée sans autres armes que celles de la volonté du courage et du sens du bien commun.

On leur avait promis la guerre, et comme dans toute guerre ce ne sont pas les généraux qui tombèrent en premier mais ces soldats des services publics et du secteur privé exposés et souvent nus face à l'ennemi.

Alors, chaque soir on les a applaudis, par admiration, reconnaissance et parfois par honte . Honte de ne pas les avoir entendus lorsqu'ils alertaient en battant le pavé sur leurs conditions de travail.

Jamais uniquement pour leur propre confort, mais pour celui de la communauté entière à laquelle ils appartenaient.

On nous dit que demain sera autre, que ceux qui ont faillis ont compris, que ceux qui sont tombés ne seront pas condamnés à l'oubli.

Mais au-delà des commémorations, des annonces, des promesses ceux que l'on a nommé « héros du quotidien » seront encore et toujours à nos coté, encore et toujours nous entendrons leur voix, battant le pavé, alertant les citoyens afin que la défense des services publics qu'ils ont honorés jusqu'au bout soit le ciment de nos prochaines batailles, la priorité de nos combats, l'urgence de nos mobilisations.

On le leur doit, on le doit à tous ceux d'hier, d'aujourd'hui, et de demain !

Prise de paroles USD Santé et Action Sociale CGT 65, 14 juillet

La CGT Santé et Action Sociale 65 vous remercie d'avoir répondu présents pour partager ensemble ce moment chargé d'émotions. Notre organisation, voulait remettre les Travailleuses et les Travailleurs au-devant de la scène. Ces femmes et ses hommes qui ont continué leurs missions au service de la population malgré une pandémie mondiale aux conséquences létales. Oui, elles et ils ont mis leurs vies en danger malgré des défaillances en matériel de protection et certains sont tombés. D'ailleurs, les décrets pour une reconnaissance de maladie professionnelle de la Covid-19 ne sont pas encore sortis. Le quoi qu'il en coûte est plus facile à dire qu'à faire ! Nous invitons tous les salariées contaminées d'en faire une demande.

Aujourd'hui, notre Président a souhaité remettre une médaille aux soignants pour leur héroïsme. Pourtant elles et ils refusent qu'on les considère comme des héros car ils n'ont fait que leur travail, leurs missions de services rendus au public. Elles et ils veulent des réponses à leurs questions légitimes et qu'on tire des conséquences de la gestion de la pandémie.

Pourquoi a-t-on préféré réaliser des économies en mettant la vie des salariées, des hospitaliers en danger ?

Monsieur le Président, nous pensions, en écoutant vos promesses, que vous alliez tirer des leçons de cette pandémie pour que le monde d'après ne soit pas celui d'hier.

Nous voulions tout d'abord réaffirmer que l'Hôpital doit rester public pour garantir l'égal accès pour tous. Nous sommes inquiets des discussions autour d'un transfert de compétence vers les régions et la transformation en ESPIC, établissement de santé privé d'intérêt collectif. C'est le prolongement de la casse du service public et de son statut vers une privatisation et marchandisation de la santé.

Une prise de conscience aurait voulu au contraire de reprendre la main sur les cliniques privées à but lucratif pour arrêter que l'argent public abonde les poches

des actionnaires. Il n'en est rien, vous accorder un chèque en blanc à des employeurs privés sans imposer de contrôle. Les salarié.e.s du privé n'ont donc aucune garantie que cet argent servira leur intérêt et l'intérêt des patients.

Maintenant parlons du Ségur de la Santé

Les négociations se sont achevées dans la nuit de mercredi sur un projet d'accord que le gouvernement souhaite valider lundi. La CGT a demandé un report au 20 juillet afin de consulter ses bases. Même si les revendications ne sont pas toutes satisfaites, et que certaines mesures inquiétantes devront être contrer (prime d'intéressement, remise en cause du temps de travail et du temps de repos, etc), nous observons des avancées notables qui n'ont été possibles que grâce à votre mobilisation depuis ces 2 dernières années et plus particulièrement après les 4 « Mardis de la colère » dont les 16 et 30 juin dernier.

La CGT a pesé de tout son poids pour faire évoluer le choix du ministère qui souhaitait imposer un traitement différent entre les soignants, les personnels techniques, administratifs et ouvriers.

L'accord contient des avancées, en deçà des besoins, et des reculs. Dans celui-ci il est prévu des augmentations de salaire pour tous les agents de la FPH excepté pour les agents travaillant dans le secteur social et médico-social hors EPHAD. Non, les infirmiers n'auront pas 300 euros d'augmentation que nous revendiquons pour tous ! 90 euros en septembre, 90 euros en mars comme pour l'ensemble des autres professions. Mais pour certains leur pouvoir d'achat ne va pas augmenter puisque par mécanisme ils ne toucheront plus une prime d'activité qui venait compenser leur faible salaire. Pourtant, il faut redonner une attractivité à nos métiers par une revalorisation significative de nos salaires sous peine de voir des concours d'admission continuer à se déserrer et des personnes se réorienter vers d'autres professions.

Une prime d'intéressement collectif, comme dans le privé mais pour quel but ?
Être rentable comme dans le lucratif ? Inciter les mutations de personnel pour fermer des services ? Pour fermer des établissements ?

Concernant l'emploi, 15 000 postes ne représentent pas les manques en personnel dans les établissements qui fonctionnent chaque année en effectif minimum du 1^{er} janvier au 31 décembre. Et les EHPADs sont exclus de ses négociations alors qu'ils dénoncent depuis des années des conditions de travail et de fait de prise en charge dégradées.

Oui depuis la fin du déconfinement et l'attribution de prime Covid, le Gouvernement n'a eu de cesse de diviser les salariés, les hospitaliers en n'attribuant pas une prime uniforme. Prime que des personnes qui étaient en première ligne n'ont toujours pas obtenu comme les Aides à domicile, les ambulanciers ou pompiers entres autres.

Pire, depuis la fin du confinement, nous constatons une floraison de menaces de sanction disciplinaire à l'encontre de soignants, majoritairement des femmes, qui ont affronté la Covid-19, parfois au péril de leur vie et ont joué leur rôle d'alerte. Nous demandons l'abandon de ces procédures et l'annulation des éventuelles sanctions déjà décidées.

Il faut que le ministère de la santé et les agences régionales de santé fassent cesser ces comportements aussi punitifs qu'inappropriées dans de telles circonstances.

Sur notre département, la bataille pour le maintien des Hôpitaux de proximité et le rejet du projet d'un site unique, regroupant les sites de Tarbes et Lourdes, est toujours d'actualité.

Vous l'aurez compris, nous sommes loin d'un monde nouveau et demain il faudra encore et toujours répondre présent pour un monde meilleur, plus solidaire.

Elisabeth, aide-soignante en EHPAD, 43 ans. Charles, aide-soignant à l'hôpital, 55 ans. Patrick, infirmier en psychiatrie, 44 ans. Diane, infirmière en EHPAD, 51 ans. Aline, cadre de santé en EHPAD, 67 ans. Alain, kiné, 71 ans. Guy, médecin en EHPAD, 65 ans. Valérie, gériatre, 61 ans.

Et tant d'autres que l'on aurait pu citer, et qui ont donné leur vie pour sauver celle des autres (d'ailleurs il n'y a pas de chiffres officiels des décès de soignants).

Bien sûr, nous pensons à eux, mais nous n'oublions pas que pendant deux mois nos services de soins du médico-social et du social ont survécu comme des mendiants, à implorer des masques, à mettre des sacs poubelle en guise de surblouse, à empiler les malades les uns sur les autres faute de lits et de moyens, parfois à définir qui il fallait prioriser pour les intubations et donc pour sauver des vies. Est-ce là le grand système de santé à la française ? **NON ! Le 10 juillet nous avons appris que seuls les salariés ayant une forme grave du COVID se verraient reconnaître en maladie professionnelle ! Est-ce là une protection des travailleurs ? NON !**

Suivant d'un seul pas le président et son « quoiqu'il en coûte », les mêmes qui sont à l'origine de la pénurie ont convoqué un Ségur de la santé. On allait voir ce qu'on allait voir, enfin les soignants rejoindrait une place plus conforme dans le classement des pays de l'OCDE, enfin on arrêterait cette politique mortifère de fermeture de lits, enfin on parlerait réorganisation du système de santé pour remettre le soin au lieu de la finance au centre des préoccupations de tous, enfin le respect serait la norme et pas l'exception.

Le protocole d'accord qui en est ressorti est dramatique. Deux fois 90€ d'augmentation de salaire sur 6 mois là où toutes les organisations et collectifs demandaient un minimum de 300€. Une révision des grilles indiciaires qui oublie les personnels administratifs, techniques et socio-éducatifs. Un oubli total dans la revalorisation de nos collègues des établissements sociaux et médico-sociaux qui, semble t'il, n'ont pas assez souffert. Rien sur les fermetures de lits, rien sur une vision territoriale du soin, rien sur un partage de la gouvernance hospitalière, une remise en cause des 35h. Une partie de la somme allouée va au privé lucratif, c'est-à-dire que les salariés de ces entreprises seront augmentés par l'Etat, sans que les actionnaires n'aient à mettre la main dans la poche ! Sud avait flairé l'arnaque et s'était retiré rapidement de la négociation, il a été le seul.

C'est pourtant ce protocole qui a été signé par certaines organisations syndicales (et pas SUD), au grand bonheur du premier ministre Castex qui a été à la base de la tarification à l'acte lorsque Bachelot était ministre de la santé (le monde est petit). Il y avait une occasion unique de revoir de fond en comble notre système de santé et d'affirmer le respect dû à nos collègues, elle est manquée, et les signataires devront l'assumer.

Quant à nous, hauts-pyrénéens, il nous reste un choix à faire entre deux hôpitaux à Tarbes et Lourdes et un hôpital unique à Lanne. Nous, SUD Santé-Sociaux 65 réaffirmons notre volonté de maintenir des emplois et des lits dans les deux structures modernisées. La territorialité, c'est aussi ça !

En ce 14 juillet, nous avons rendu hommage aux travailleurs et à nos collègues décédés du COVID. Nous ne les oublierons pas et nous ferons tout pour être prêts en cas de 2^e vague. **Ne nous donnez pas de médailles, ne nous applaudissez pas, on vient de nous expliquer qu'il fallait soigner et se taire. Nous soignerons, mais nous ne nous tairons pas.**